

Lyon, le 17 juillet 2024.

Bonjour à chacune et à chacun,

Les évènements continuent d'évoluer sans que les organisations syndicales ne parviennent à peser sur leur cours. Le pays est divisé en trois parts à peu près équivalentes, et il paraît bien que, pour chaque « camp », c'est la détestation des deux autres qui a été, et qui demeure, l'élément le plus important. Il y a ceux qui détestent Macron et Le Pen, ceux qui détestent Mélenchon et Le Pen, ceux qui détestent Mélenchon et Macron. Reste que, en nombre de députés, c'est le regroupement électoral du Nouveau Front Populaire qui est, légèrement, le plus important. Le chef (ou la cheffe) du nouveau gouvernement devrait donc venir de ses rangs. Et nous avons assisté, plus ou moins, aux tensions entre les différents acteurs de ce fragile regroupement électoral qu'est encore le NFP. Il est bien certain que la gouvernance du pays, avec un nombre de députés à ce point éloigné de la majorité absolue qui, sur le papier, permettrait de mettre en place « tout le programme, rien que le programme », est un exercice plus que difficile. Mais c'est ce qui résulte du vote des Françaises et des Français. La séquence actuelle, qui serait la moins mauvaise, serait qu'un gouvernement NFP soit installé et qu'il mette en œuvre quelques-unes des mesures les plus attendues par son électorat et aussi par une bonne partie de la population. Alors, la « balle » serait chez les opposants, qui devraient se dévoiler : qui refuse de taxer un peu plus les très gros profits dans la période ? Qui refuse d'augmenter de façon sensible le SMIC ? Qui refuse d'améliorer la situation des services et des personnels des secteurs de la santé et du soin ? Etc.

Et nous savons que toute politique visant plus ou moins à des modifications sensibles dans le partage des richesses créées ne peut que voir se dresser contre elle, non seulement les groupements politiques ouvertement au service de la finance, mais aussi tous ceux qui, pendant des années, ont, de fait, servi dans la continuité les intérêts du capitalisme financier mondialisé. Et il y aura aussi tous les éditocrates, tous les experts en endettement, tous ceux qui n'ont eu de cesse de conseiller les princes pour transférer les richesses du plus grand nombre vers la minorité privilégiée. Et il y aura, très directement, les « investisseurs », les détenteurs de capitaux qui nous diront que le pays est géré de façon irresponsable. Nous entendons encore Bruno Le Maire, qui a été à la tête du ministère de l'Economie et des Finances pendant 7 ans, qui a augmenté fortement le déficit public du pays pendant toute sa gouvernance, venir prodiguer des conseils de sage gestion ! Déjà, la Cour des Comptes vient en renfort de tous ceux qui veulent que tout reste en l'état en alertant sur la hausse du déficit public à 5,5 % du PIB. Et la Commission européenne veut poursuivre la France pour « déficit excessif » et lui demande de proposer des remèdes pour changer cette situation, c'est-à-dire, comme toujours, en continuant de baisser les impôts des plus riches et en baissant toujours plus les dépenses publiques, ce qui accentue les inégalités, et alimente en partie les votes en faveur du RN ! Le nouveau gouvernement n'est pas encore en place mais les opposants sont déjà en ordre de bataille.

Dans la période, pour le mouvement syndical, l'urgence c'est de rappeler l'urgence de réformes sociales venant réduire sensiblement les difficultés de vivre de toutes celles et de tous ceux pour qui chaque jour est difficile. Les réformes économiques et sociales doivent être accompagnées de changements dans les modes de décision et dans les conditions d'écoute et de prise en compte des gens. Cette pression doit se faire à l'égard de tous les députés nouvellement élus, sans attendre « la rentrée ».

Nous ne pouvons que continuer de tâtonner en hésitant à chaque fois, à chaque fois que l'environnement change. Ce qui veut dire qu'il nous faudra encore réfléchir ensemble, très souvent, et très rapidement.

Gérard Gourguechon